

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 18 Février 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Sénégal 2050 : L'État veut faire des coopératives agricoles communautaires le moteur de la souveraineté alimentaire

Dans le cadre de l'Agenda national de transformation Sénégal 2050, le gouvernement ambitionne de faire du pays une puissance agricole moderne, capable d'assurer sa souveraineté alimentaire et d'exporter ses produits. Pour y parvenir, une transformation structurelle des systèmes agroalimentaires est nécessaire. La Stratégie nationale de développement (SND 2025-2029) met l'accent sur un développement endogène et durable, porté par des territoires responsabilisés et compétitifs. Dans ce contexte, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire (AIAA) sont identifiées comme des moteurs essentiels de croissance pour l'économie sénégalaise. Le Projet des coopératives agricoles communautaires (CAC), piloté par le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage (MASAE), vise à structurer les exploitations familiales agropastorales autour de pôles intégrés pour renforcer leur compétitivité, améliorer leurs performances économiques et environnementales, et contribuer à la souveraineté alimentaire du pays.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/senegal-2050-letat-veut-faire-des-cooperatives-agricoles-communautaires-le-moteur-de-la-souverainete-alimentaire_n_483713.html

SUD QUOTIDIEN. Amélioration de la compétitivité des Pme-Pmi : le bureau de mise à niveau signe 15 nouvelles conventions et en labellise 09

15 nouvelles entreprises vont bénéficier de l'accompagnement du bureau de mise à niveau. Les conventions ont été signées hier, mardi, et vont permettre aux entreprises signataires de pouvoir bénéficier de l'assistance technique et financière du BMN afin d'améliorer leur compétitivité. En marge de la cérémonie de signature, 09 entreprises ont reçu le label BMN. Les entreprises concernées ont été sélectionnées au terme d'un processus rigoureux, conduit par le comité de pilotage à travers les comités de pilotage restreint (COPILR 21 et 22) et vont profiter de primes publiques, qui constituent une sorte de garantie pour elles. « Nous procédons à la signature des conventions issues des COPILR n°21 et n°22, marquant l'entrée en vigueur de nouveaux accompagnements dans le cadre du Programme de Mise à Niveau Spécifique National, un programme phare du BMN destiné aux petites et très petites entreprises qui, depuis plusieurs années, accompagne les PME sénégalaises à fort potentiel vers davantage de compétitivité.

<https://www.sudquotidien.sn/amelioration-de-la-competitivite-des-pme-pmi-le-bureau-de-mise-a-niveau-signe-15-nouvelles-conventions-et-en-labellise-09/>

LE SOLEIL. Appui aux PME : 927,4 millions de FCFA dégagés pour 15 nouvelles entreprises des régions de Dakar et Thiès

Les primes publiques, octroyées par le Comité de pilotage dans le cadre du Programme de mise à niveau spécifique national (PSN), ont permis de générer un investissement global de 927,4 millions FCFA, intégralement porté par 15 nouvelles entreprises des



régions de Dakar et Thiès. La signature des conventions a eu lieu mardi à Dakar. Le Bureau de mise à niveau (BMN) a organisé le mardi 17 février 2026 à Dakar, une cérémonie officielle de signature des conventions de mise à niveau issues des derniers travaux du Comité de pilotage du Programme de mise à niveau spécifique national (PSN). Présidée par le Secrétaire d'État chargé des PME/PMI, El Hadji Ibrahima Thiam, cette rencontre a permis d'officialiser l'accompagnement de 15 nouvelles entreprises des régions de Dakar et Thiès, et de distinguer 9 structures ayant atteint d'excellents taux de réalisation de leurs plans de mise à niveau. À cette occasion, 15 nouvelles conventions ont été signées avec un effet de levier avéré sur l'investissement privé et l'emploi.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/appui-aux-pme-9274-millions-de-fcfa-degages-pour-15-nouvelles-entreprises-des-regions-de-dakar-et-thies/>

SUD QUOTIDIEN. Place du secteur privé étranger dans l'économie sénégalaise : plaidoyer pour un « consommer local » et une transformation sur place

Oxfam Sénégal a organisé hier, mardi 17 février 2026, un panel sur un sujet au cœur des préoccupations nationales : « La place du secteur privé étranger dans l'économie sénégalaise : défis, enjeux et opportunités ». La rencontre, qui s'est tenue à Dakar, a réuni des représentants de l'État, du secteur privé, de la société civile et du monde académique pour un débat franc sur la coexistence entre capitaux internationaux et développement local. En ouvrant les travaux, M. Mamadou Fadel Diop, responsable du programme justice sociale à Oxfam Sénégal, a planté le décor en rappelant la mission de son organisation : lutter contre les inégalités sous toutes leurs formes. Il a souligné que ces disparités ne sont pas des concepts abstraits mais des réalités quotidiennes qui entravent l'accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation ou à l'eau.

<https://www.sudquotidien.sn/place-du-secteur-privé-etranger-dans-leconomie-senegalaise-plaidoyer-pour-un-consommer-local-et-une-transformation-sur-place/>

LE SOLEIL. Bouya Ndiaye : « L'option des PPP est une alternative sérieuse pour l'État »

Dans cette interview, l'expert-comptable et financier Bouya Ndiaye, par ailleurs directeur général de Phoenix Conseil, analyse l'environnement économique du Sénégal ainsi que les perspectives pour 2026. Pour lui, avec les infrastructures et autres actifs immobiliers détenus, l'État peut aller plus loin dans la diversification de ses solutions de financement et de sa base d'investisseurs. L'une des alternatives crédibles à ses yeux : le partenariat public-privé. Le Sénégal fait face à une situation économique et financière difficile. Quelles sont, selon vous, les options qui s'offrent à l'État pour satisfaire ses besoins en financement ? L'État du Sénégal a particulièrement sollicité le marché financier régional en 2025 pour couvrir ses besoins en financement. Au titre du dernier exercice, si nous cumulons les quatre appels publics à l'épargne et les ressources mobilisées sur le Marché régional des Titres publics (MTP), nous dépassons les 3000 milliards de FCFA. Le Sénégal a ainsi beaucoup sollicité le marché financier régional pour financer son déficit.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/bouya-ndiaye-loption-des-ppp-est-une-alternative-serieuse-pour-letat/>



SENEWEB. Subventions publiques : filet social nécessaire ou dérive budgétaire silencieuse

Dans de nombreux pays africains, les subventions aux carburants, à l'électricité ou aux denrées alimentaires sont présentées comme un rempart contre l'érosion du pouvoir d'achat. Elles visent à amortir l'effet des hausses de prix mondiaux sur les ménages et à préserver une forme de stabilité sociale. Pourtant, derrière cette fonction protectrice, se dessine un mécanisme budgétaire aux implications profondes, souvent sous estimées. Les chiffres publiés par le Fonds monétaire international (FMI) montrent qu'en Afrique subsaharienne, les subventions énergétiques explicites ont représenté en moyenne entre 1,5 % et 3 % du produit intérieur brut ces dernières années, avec des pics bien plus élevés dans certains pays importateurs de pétrole lors des flambées des cours en 2022 et 2023. Dans des économies où les recettes fiscales dépassent rarement 15 % à 20 % du PIB, consacrer plusieurs points de richesse nationale à des transferts généralisés réduit d'autant les marges pour financer la santé, l'éducation ou les infrastructures.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/subventions-publiques-filet-social-necessaire-ou-derive-budgetaire-silencieuse_n_483676.html

LEJECOS. BANQUE PUBLIQUE DU SENEGAL : Entre Ambition et Réalité

À l'heure où le Sénégal s'interroge sur sa souveraineté financière, l'idée d'une grande banque publique refait surface. Déjà tentée par le passé, cette ambition suscite autant d'espoirs que de doutes : moteur de développement ou éléphant bureaucratique ? Dans un paysage bancaire en pleine mutation, entre retraits d'acteurs étrangers et quête de financements pour l'économie réelle, l'enjeu n'a jamais été aussi crucial. Avec un taux de bancarisation strictement encore limité à environ 22 % et des besoins de financement estimés à plus de 2 000 milliards FCFA par an pour les PME, l'agriculture et les infrastructures, le débat est posé sur la problématique d'un levier financier stratégique pour canaliser efficacement les ressources financières vers le développement national. En effet, les banques commerciales traditionnelles demeurent insuffisamment positionnées sur les prêts de long terme et à risque élevé. Les institutions multilatérales, bien que présentes, ne suffisent pas à combler le déficit de financement. La question d'une grande banque publique dédiée refait surface au Sénégal.

https://www.lejecos.com/BANQUE-PUBLIQUE-DU-SENEGAL-Entre-Ambition-et-Realite_a30370.html

SENEWEB. La classe moyenne sénégalaise existe-t-elle vraiment ?

Dans les discours officiels comme dans certaines analyses internationales, l'émergence d'une classe moyenne est souvent présentée comme le signe d'une économie en transition vers plus de prospérité et de stabilité. Au Sénégal, cette catégorie est généralement définie à partir de seuils de revenus ou de niveaux de consommation. Pourtant, derrière les moyennes et les indicateurs agrégés, la réalité apparaît plus nuancée et parfois plus fragile qu'il n'y paraît. La Banque africaine de développement estime que la classe moyenne africaine regroupe les personnes disposant d'une dépense quotidienne comprise entre 2 et 20 dollars en parité de pouvoir d'achat. Dans cette fourchette très large, elle distingue une frange dite flottante, située entre 2 et 4 dollars par jour, particulièrement vulnérable aux aléas économiques. Appliqué au contexte sénégalais, ce découpage révèle qu'une part significative des ménages



classés comme classe moyenne se situe à proximité immédiate du seuil de pauvreté.
S

https://www.seneweb.com/fr/news/5/la-classe-moyenne-senegalaise-existe-t-elle-vraiment_n_483778.html

APS. Les entreprises d'Europe ont créé le tiers des emplois formels au Sénégal, selon une fonctionnaire européenne

Les entreprises européennes exerçant des activités au Sénégal ont créé un tiers des emplois formels du pays, a indiqué, mardi, à Dakar, la directrice Afrique du Service européen d'action extérieure, Patricia Lombart Cussac. "Nous sommes le premier partenaire commercial du Sénégal [...] Les exportations du Sénégal vers l'Union européenne s'effectuent avec un taux de 0 % (absence totale de taxes). C'est le cas des produits de la pêche [...] Les entreprises européennes au Sénégal ont généré environ 60 000 emplois, soit un tiers des emplois formels créés dans le pays", a déclaré Mme Cussac dans une interview donnée à l'APS et au quotidien Le Soleil. Elle a fait part de la détermination de l'Union européenne d'accroître sa coopération avec le Sénégal.

<https://aps.sn/les-entreprises-deurope-ont-cree-le-tiers-des-emplois-formels-au-senegal-selon-une-fonctionnaire-europeenne/>

APS. Migration irrégulière : l'Union européenne salue les efforts du Sénégal

Le directeur Afrique de l'Union européenne pour les partenariats internationaux, Stefano Signore, a salué, mardi, à Dakar, les efforts fournis par le Sénégal en matière de prévention de la migration irrégulière, en même temps qu'il plaide pour une cogestion capable de trouver des voies légales à ce phénomène. "Nous saluons les efforts que le Sénégal fait pour prévenir les départs et sauver la vie des migrants. Il y a une coopération fructueuse [entre les deux parties]. Des discussions constructives sont en cours", a-t-il dit dans une interview accordée à l'APS et au quotidien Le Soleil. Selon Stefano Signore, l'Union européenne sait que la question migratoire est un sujet qu'elle doit "gérer" avec les pays africains.

<https://aps.sn/migration-irreguliere-lunion-europeenne-salue-les-efforts-du-senegal/>

LE QUOTIDIEN. Habitat – Logements neufs : Le coût de la construction à la baisse

Le coût de la construction des logements neufs à usage d'habitation baisse de 0, 9% au quatrième trimestre 2025, comparé à celui du trimestre précédent. Cette évolution résulte essentiellement du repli des prix des «matériaux de construction» et du coût des «moyens de gestion». En glissement annuel, le coût de la construction a augmenté de 1, 2%. Par ailleurs, le rapport des prix moyens des douze mois de 2025 sur ceux de 2024 fait ressortir une progression de 1, 8%. L'Indice du coût de la construction (Icc) des logements neufs à usage d'habitation fait état d'une baisse de 0, 9% au quatrième trimestre 2025, comparé à celui du trimestre précédent. Ce repli est, selon le document de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), imputable à la baisse du coût des «moyens de gestion» et des prix des «matériaux de construction».

<https://lequotidien.sn/habitat-logements-neufs-le-cout-de-la-construction-a-la-baisse/>

LE SOLEIL. Sel de Soum : Un potentiel économique loin d'être exploité (4/5)



Réputé très qualitatif, le sel de Soum, dans le département de Foundiougne, n'est pourtant pas exploité à sa juste valeur. À défaut de mécanisation, l'exploitation reste jusque-là à l'état traditionnel. L'essentiel du travail se fait manuellement. Or, selon certains témoignages, ce site de production, qui s'étend sur plus de 100 hectares et avec une production annuelle de 15.000 tonnes, peut générer beaucoup de revenus pour le bonheur des populations de toute la région, avec bien entendu l'accompagnement de l'État. Plusieurs centaines de puits de sel sont disposés sur une vaste étendue de terre à l'ouest de Soum. Dans cette commune du département de Foundiougne, les champs artificiels de l'or blanc s'étendent à perte de vue. Bien que l'accès au site reste compliqué, les populations de Soum ont quand même retroussé leurs manches pour aller exploiter, tant bien que mal, la ressource. Sur ce site, la majorité des puits ne contient pas encore de sel. Autrement dit, l'eau ne s'est pas totalement évaporée, même si quelques particules blanches commencent à apparaître. <https://lesoleil.sn/actualites/economie/sel-de-soum-un-potentiel-economique-loin-detre-exploite-4-5/>

LE SOLEIL. Production et valorisation du sel à Kaolack : « Le Comptoir du Sel » montre l'exemple (2/5)

Faire du sel du Sénégal un label de qualité, leader sur le marché régional et compétitif à l'international : « Le Comptoir du Sel », une entreprise qui s'active depuis une dizaine d'années dans la filière, en a fait son combat. Nichée à Kaolack, zone de production par excellence, l'entreprise s'appuie sur son unité de production, « Les Marais salants de Sing-Sing », pour s'imposer progressivement comme une référence nationale. Implanté à Sing-Sing, localité située à quelques encablures de la capitale du Saloum, le site de production s'étend sur plus de 100 hectares dédiés à la promotion du sel local. Implantée sur un bras du fleuve Sine-Saloum, l'exploitation bénéficie d'un accès direct à la mer, un atout stratégique majeur. « Être à proximité de la mer est une position stratégique. Dans ces domaines d'activité, l'accessibilité est un facteur déterminant », renseigne Demba Ndiaye, responsable du site de production des « Marais salants de Sing-Sing ».

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/production-et-valorisation-du-sel-a-kaolack-le-comptoir-du-sel-montre-lexemple-2-5/>

LE SOLEIL. Aquaculture : vers la relance des fermes aquacoles abandonnées

Aquaculture : vers la relance des fermes aquacoles abandonnées

Relancer les fermes aquacoles abandonnées et lancer en urgence un programme pilote de 50 fermes aquacoles à travers le Sénégal, c'est ce que visent l'Agence nationale de l'Aquaculture (ANA), en partenariat avec l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (Adepme). Pour y arriver, les directeurs généraux des deux agences ont tenu mardi une rencontre. L'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (Adepme) a tenu une réunion de travail avec l'Agence nationale de l'Aquaculture (ANA), centrée sur l'accompagnement des acteurs de la filière aquacole à l'échelle nationale. Cette rencontre s'inscrit, selon une note de l'Adepme publiée mardi, dans une dynamique de convergence stratégique entre les deux structures. Ceci, avec une volonté affirmée de mettre en synergie leurs interventions pour accélérer le développement durable de la filière aquacole au Sénégal.



<https://lesoleil.sn/actualites/economie/aquaculture-vers-la-relance-des-fermes-aquacoles-abandonnees/>

LEJECOS. 39^e Sommet de l'Union africaine : Le président de la Bad présente la Nafa aux chefs d'Etat et de gouvernement

Réunis les 14 et 15 février à l'occasion du 39^e Sommet de l'Union africaine, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont apporté leur soutien politique à la Nouvelle architecture financière africaine (Nafa) portée par le groupe de la Banque africaine de développement (Bad). La vision a été présentée par le Dr Sidi Ould Tah lors de son premier discours au sommet de l'Union africaine (Ua). Le président de la Bad a insisté sur la portée structurante de la Nafa : « La Nafa n'est pas un slogan. C'est une réorganisation délibérée de la manière dont l'Afrique mobilise, alloue et déploie ses capitaux pour le développement. Un passage de la fragmentation à la coordination. Des transactions isolées à l'échelle systémique. De la dépendance aux capitaux extérieurs à la souveraineté financière », a-t-il déclaré. Cette approche vise à renforcer les capacités financières endogènes, à mieux canaliser l'épargne africaine et à soutenir des chaînes de valeur régionales compétitives.

https://www.lejecos.com/39%E1%B5%89-Sommet-de-l-Union-africaine-Le-president-de-la-Bad-presente-la-Nafa-aux-chefs-d-Etat-et-de-gouvernement_a30367.html

SENEWEB. La règle des 3 % dans l'UEMOA : discipline salubre ou verrou budgétaire ?

Au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine, la norme communautaire qui plafonne le déficit public à 3 % du produit intérieur brut s'inscrit dans une logique de stabilité collective. Elle vise à éviter les dérives budgétaires susceptibles d'ébranler la confiance dans la monnaie commune et de fragiliser l'ensemble de la zone. Dans un espace caractérisé par une politique monétaire centralisée et un régime de change fixe, la discipline budgétaire constitue l'un des principaux instruments de cohérence macroéconomique. Cette règle répond à une préoccupation tangible. Des déficits élevés, financés par l'endettement, peuvent exercer une pression sur les marchés financiers régionaux, accroître le coût du crédit et affaiblir la crédibilité extérieure des États membres. En fixant un seuil commun, l'Union cherche à prévenir les déséquilibres excessifs et à garantir une trajectoire compatible avec la soutenabilité de la dette. La norme des 3 % agit ainsi comme un signal adressé aux investisseurs, aux partenaires techniques et aux agences de notation, attestant d'un engagement partagé en faveur de la prudence budgétaire.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/la-regle-des-3-dans-luemoa-discipline-salubre-ou-verrou-budgetaire_n_483870.html

SENEWEB. Croissance sans progrès social, l'illusion des chiffres flatteurs

Dans le débat public, les termes croissance et développement sont souvent employés comme s'ils désignaient une même réalité. Pourtant, ils renvoient à deux dimensions distinctes de la trajectoire économique d'un pays. La croissance correspond à l'augmentation du produit intérieur brut, c'est-à-dire à la valeur des biens et services produits sur une période donnée. Le développement, lui, renvoie à l'amélioration concrète des conditions de vie, à l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi décent et à une répartition plus équitable des richesses. Les économies africaines offrent de



nombreux exemples de cette dissociation. Selon la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne a enregistré en moyenne une croissance annuelle d'environ 4 % entre 2000 et 2014, avec des pics supérieurs à 6 % dans plusieurs pays exportateurs de matières premières. Pourtant, le taux de pauvreté extrême dans la région reste l'un des plus élevés au monde, autour de 38 % en 2022 selon les dernières estimations de l'institution. L'augmentation de la production n'a pas automatiquement transformé les structures sociales ni réduit les écarts de revenus.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/croissance-sans-progres-social-lillusion-des-chiffres-flatteurs_n_483667.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

BINANCE. Le Sénégal sécurise un financement pour les paiements d'euro-obligations dus en mars

Le Sénégal a réussi à obtenir le financement nécessaire pour couvrir ses paiements d'euro-obligations prévus pour mars. Bloomberg a publié sur X, mettant en avant l'approche proactive du pays dans la gestion de ses obligations financières. Ce développement survient alors que le Sénégal continue de naviguer dans les complexités de la finance internationale, assurant la stabilité de ses engagements économiques. Cette initiative est perçue comme un pas positif pour maintenir la confiance des investisseurs et soutenir la santé fiscale de la nation.

<https://www.binance.com/fr/square/post/02-17-2026-senegal-secures-funding-for-eurobond-payments-due-in-march-292645788865249>

RFI. À la Une: va-t-on vers la fin de la crise universitaire au Sénégal?

Hier mardi, « les universités sénégalaises étaient paralysées par une grève » qui devrait se poursuivre ce mercredi et demain, relève Afrik.com. Un mouvement qui intervient « après la mort de l'étudiant Abdoulaye Ba. » C'était il y a 10 jours sur le campus. Ce décès tragique « a transformé des revendications au départ sociales en une mobilisation nationale pour la vérité et la justice », pointe le site panafricain. De plus, poursuit-il, « l'arrestation de plusieurs leaders étudiants alimente la colère sur les campus. Entre tensions sécuritaires et retards de bourses, la crise universitaire atteint un niveau inédit ».

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20260218-%C3%A0-la-une-va-t-on-vers-la-fin-de-la-crise-universitaire-au-s%C3%A9n%C3%A9gal>

RFI. Sénégal: pour le parquet, la mort d'un étudiant de l'Ucad n'est pas liée à des violences policières

Lors d'une conférence de presse donnée mardi 17 février, le procureur de la République, Ibrahim Ndoye, a estimé que le jeune étudiant de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar (Ucad) décédé lors de l'intervention de la police sur le campus, le 9 février, était mort après avoir sauté du quatrième étage de sa résidence étudiante.



Selon lui, les multiples traumatismes relevés sur le corps d'Abdoulaye Ba sont liés à sa chute et non à des coups infligés par les forces de l'ordre. Un peu plus d'une semaine après l'intervention de la police sur le campus de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar (Ucad), la justice sénégalaise commence à apporter des réponses à la mort d'Abdoulaye Ba, l'étudiant de 21 ans décédé à cette occasion. Mardi 17 février, le procureur de la République, Ibrahim Ndoye, a effectivement tenu une conférence de presse lors de laquelle il a estimé que le jeune homme n'était pas décédé à la suite de coups et blessures infligés par des policiers, mais en tombant du quatrième étage de sa résidence, allant ainsi à l'encontre de la version des amicales étudiantes de l'Ucad, pour qui Abdoulaye Ba a été battu à mort dans sa chambre par les forces de l'ordre.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260218-s%C3%A9n%C3%A9gal-pour-le-parquet-la-mort-d-un-%C3%A9tudiant-de-l-ucad-n-est-pas-li%C3%A9-%C3%A0-des-violences-polici%C3%A8res>

LE MONDE. Le sommet mondial de l'IA en Inde, ou le défi de faire exister une « troisième voie » entre Etats-Unis et Chine

La recherche de souveraineté est un des enjeux du troisième rassemblement international consacré à l'intelligence artificielle, organisé à New Delhi, où sont attendus, jeudi et vendredi, acteurs de la tech et chefs d'Etat, dont Emmanuel Macron, qui copréside le sommet avec le premier ministre indien, Narendra Modi. L'Inde a vu grand pour le « premier sommet de l'intelligence artificielle [IA] organisé dans le Sud global ». C'est ainsi que les promoteurs de ce rassemblement qui se tient, du lundi 16 au vendredi 20 février, à New Delhi l'ont présenté en amont. Après le Grand Palais, à Paris en février 2025 et, encore avant, en novembre 2023, le site britannique de Bletchley Park, où l'équipe d'Alan Turing déchiffra les codes allemands pendant la seconde guerre mondiale, le rassemblement international de l'IA a lieu au Bharat Mandapam, un gigantesque site composé d'un centre de conférences circulaire et de halls d'exposition accueillant des centaines de stands d'entreprises, dans un style mêlant conférence onusienne et salon de type VivaTech de Paris.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/17/le-sommet-de-l-ia-en-inde-ou-le-defi-de-faire-exister-une-troisieme-voie-entre-etats-unis-et-chine_6667088_3234.html

LE MONDE. En visite à Paris, le ministre américain de l'énergie déroule son credo pro-fossile et climatosceptique

Chris Wright menace à nouveau de retirer les Etats-Unis de l'Agence internationale de l'énergie, jugée trop « dominée » par les questions climatiques. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) n'en a pas fini avec les pressions de l'administration Trump. « Une grande partie de leur travail consiste à être, comme je l'appelle, la 53e organisation de défense du climat », s'est agacé mardi 17 février le secrétaire américain à l'énergie, Chris Wright, en visite à Paris. Mercredi s'ouvre la traditionnelle réunion ministérielle de cette institution, dont le siège se trouve dans la capitale française. Une tribune idéale pour le ministre de Donald Trump, avocat fidèle de sa ligne « tout fossile ». Et l'occasion de faire remonter les enchères autour de l'AIE.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/18/en-visite-a-paris-le-ministre-america-in-de-l-energie-deroule-son-credo-pro-fossile-et-climatosceptique_6667215_3234.html



COURRIER INTERNATIONAL. Commerce. Le Canada envoie une délégation géante au Mexique pour "sauver le libre-échange"

Le Canada mène au Mexique, jusqu'au 20 février, la plus importante mission commerciale de son histoire. Le but : renforcer ses liens bilatéraux avec Mexico devant l'incertitude de l'avenir de l'accord nord-américain de libre-échange, menacé par Donald Trump. Plus de 240 organisations commerciales et 370 délégués : c'est une délégation commerciale "géante" qui va s'activer jusqu'au 20 février sur le sol mexicain, écrit The Globe and Mail. Celui qui la dirige, le ministre du Commerce, Dominic LeBlanc, souligne que ce voyage s'inscrit dans le programme du Premier ministre canadien, Mark Carney, qui vise à diversifier les partenaires commerciaux du Canada pour réduire sa dépendance économique à l'égard des États-Unis. Parmi les objectifs des discussions, approfondir des liens commerciaux dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, des produits manufacturés de haut niveau, des technologies respectueuses de l'environnement, des médias et télécommunications et des industries créatives.

<https://www.courrierinternational.com/article/commerce-le-canada-envoie-une-delegation-geante-au-mexique-pour-sauver-le-libre-echange> 240684

ZONE BOURSE. L'économie allemande reste à la traîne et ne devrait croître que de 1% en 2026, selon la chambre de commerce

L'économie allemande devrait connaître une croissance de 1% cette année, soit un léger mieux par rapport aux précédentes prévisions, mais des réformes doivent être mises en œuvre pour assurer une reprise durable, a déclaré mardi la Chambre allemande de l'industrie et du commerce (DIHK). « C'est trop peu ; nos concurrents sont plus dynamiques », a estimé Helena Melnikov, directrice générale de la DIHK, qui tablait jusqu'ici sur une croissance de 0,7% en 2026. La première économie européenne peine toujours à retrouver de l'élan, alors que l'incertitude géopolitique, des coûts d'exploitation élevés et une demande intérieure faible pèsent sur les entreprises, la croissance attendue en 2026 étant en grande partie due à des effets statistiques et de calendrier.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/l-economie-allemande-reste-a-la-traîne-une-croissance-de-1-0-attendue-en-2026-selon-la-dihk-ce7e5dd8df8af622>

ALTERNATIVES ECONOMIQUES . L'économie russe pourra-t-elle survivre à une éventuelle paix ?

Quatre ans après l'invasion de l'Ukraine, l'économie russe s'est habituée à la guerre. Certains secteurs ont été fragilisés, d'autres renforcés et revenir à une situation de paix pourrait la déstabiliser encore davantage. Après quatre ans à soutenir son appareil de défense coûte que coûte, l'économie russe pourrait-elle désormais tourner sans la guerre ? Car plus le conflit dure, plus il pèse sur l'économie, qui dépend en retour de plus en plus de lui pour tenir debout. Pour financer les blindés, les missiles et les salaires des soldats, les dépenses militaires ont presque triplé depuis 2021, pour atteindre 168 milliards d'euros en 2025, soit plus de 7 % du produit intérieur brut russe (PIB). Indirectement, la commande publique militaire a aussi relancé l'industrie et soutenu l'emploi au-delà du secteur de l'armement.

<https://www.alternatives-economiques.fr/leconomie-russe-pourra-t-elle-survivre-a-une-eventuelle-paix/00117829>



France 24. Inflation en France : comment est-on passé de la flambée au calme plat ?

Avec seulement +0,3 % sur un an en janvier, l'inflation française est quasiment nulle. Un contraste saisissant avec la flambée de 2022-2023. Reflux de l'énergie, importations moins chères, effet des taux : les raisons d'un net ralentissement. L'inflation est presque à l'arrêt en France. En janvier, les prix à la consommation n'ont progressé que de 0,3 % sur un an, selon l'INSEE. Ils ont même légèrement reculé par rapport à décembre. Un retournement spectaculaire si l'on se souvient de la fin 2022 et de l'année 2023, lorsque l'inflation dépassait les 6 %, un record depuis près de quarante ans. L'énergie, principal facteur du reflux. La flambée provenait d'abord du choc énergétique lié à la guerre en Ukraine.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20260218-inflation-en-france-comment-est-on-pass%C3%A9-de-la-flamb%C3%A9e-au-calme-plat>

ZONE BOURSE. Orpo (Finlande) n'identifie aucun obstacle à la mise en œuvre de l'accord commercial UE-Inde

Aucun obstacle n'a été relevé parmi les États membres de l'Union européenne concernant la mise en œuvre de l'accord commercial entre l'UE et l'Inde, a déclaré mercredi le Premier ministre finlandais Petteri Orpo, après une rencontre avec son homologue indien Narendra Modi à New Delhi.

« Lors de la réunion informelle du Conseil européen la semaine dernière, rien n'a été signalé qui laisserait penser qu'il existe des problèmes concernant la mise en œuvre de l'accord commercial », a indiqué Orpo à Reuters lors d'un entretien téléphonique après la rencontre, et ce malgré certains revers constatés dans un accord commercial distinct avec le Mercosur.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/orpo-finlande-n-identifie-aucun-obstacle-a-la-mise-en-uvre-de-l-accord-commercial-ue-inde-ce7e5ddedd8eff27>

